

Mouvement Libéral pour l'Europe Unie

SECRÉTARIAT INTERNATIONAL : 39, RUE DE NAPLES - BRUXELLES 5

LETTRE D'INFORMATION

N° 6.-

2 AVRIL 1962

L'UNIVERSITÉ EUROPÉENNE

Depuis de nombreuses années, l'idée d'une Université Européenne est avancée dans les milieux européens. De temps à autre, cette idée rejaillit pour retomber ensuite dans l'oubli. Cependant, il semble que prochainement s'ouvrira à Florence un embryon d'Université. Nous désirons dans cette Lettre relater l'historique et les différentes optiques qui se sont manifestées quant à la création de la première institution d'enseignement supérieur à caractère essentiellement européen.

I HISTORIQUE

Nous nous garderons bien de citer toutes les prises de position en faveur de la création d'une université au niveau européen, mais nous relèverons les plus significatives.

- 1949 : lors de la Conférence Européenne de la Culture organisée par le Mouvement Européen, le principe de la mise sur pied d'un centre ou d'un institut d'enseignement supérieur spécifiquement européen est adopté.
- 1950 : la délégation française au Conseil de l'Europe présente un projet de création et de statut d'une Université Européenne.
- 1955 : le gouvernement allemand soumet à l'Assemblée Commune de la CECA un memorandum qui dit notamment : "Le gouvernement fédéral souhaite voir témoigner de façon tangible aux yeux de la jeunesse la volonté d'union européenne par la création d'une université européenne qui devrait être créée par les six Etats membres de la CECA".
- 1955 : lors de la Conférence de Messine, les Ministres des Affaires Etrangères des Six reprennent le vœu allemand.
- 1958 : le Traité d'Euratom stipule en son article 9 "qu'il sera créé une institution de niveau universitaire".
- 1959 : au terme d'un échange de vues entre le Conseil des Ministres et les Exécutifs des Communautés Européennes, la fondation d'une Université Européenne est envisagée et un Comité intérimaire (groupant des représentants des Six Etats, des membres et de hauts fonctionnaires des trois Communautés, sous la présidence de M. Etienne Hirsch) est chargé d'étudier la question et de présenter un rapport.

./...

Lors de cet échange de vues, deux conceptions se sont affrontées. Selon l'une, l'Université Européenne serait consacrée aux sciences nucléaires et réservée aux étudiants déjà gradués dans les universités ordinaires et désireux de se spécialiser dans ce domaine. Ce serait en somme un institut post-universitaire voué aux sciences nucléaires. La seconde conception qui est particulièrement défendue par les membres allemands est plus large : elle tend à faire de l'institution une université européenne de grande envergure. Cette formule est celle retenue par le groupe de travail lors de son rapport de 1960, mais les ministres ont toujours remis la décision à plus tard.

- 1959 : l'Assemblée Parlementaire Européenne décide à l'unanimité qu'une Université Européenne devrait être fondée afin de donner un témoignage tangible de la volonté des six pays de promouvoir l'idée européenne et l'édification de l'Europe.

- 1960 : M. Hugo Geiger présente à nouveau à l'Assemblée Parlementaire Européenne un rapport sur la structure de l'Université Européenne, rapport qui tient compte des conceptions envisagées par le Comité intérimaire créé en 1958. Dans ce rapport il fait état des grandes difficultés rencontrées pour la création d'une véritable Université Européenne et il insiste pour que l'A.P.E. ratifie ses prises de position consécutives. A ce qu'il paraît, lors des délibérations du Conseil des Ministres, la délégation française indiqua qu'elle ne pouvait accepter les propositions faites par le Comité intérimaire et émit des réserves expresses sur les questions suivantes :

- la dénomination qui serait donnée à l'institution de niveau universitaire,
- le mode de financement de cette institution qui ne devrait pas se faire par l'intermédiaire des Communautés,
- le cadre institutionnel dans lequel cette institution serait créée, le gouvernement français n'étant pas partisan d'instituer l'Université européenne dans le cadre des Communautés.

- 1961 : lors de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement tenue à Bonn le 18 juillet, il est décidé la création PAR LE GOUVERNEMENT ITALIEN d'une Université Européenne à Florence. La décision de Bonn doit par conséquent entraîner l'institution par les seules autorités italiennes d'une Université, créée, administrée et gérée sans aucun lien organique et officiel avec les Communautés Européennes.

Il semble cependant que la passation au gouvernement italien du soin de créer une Université Européenne ne constitue qu'une mesure devant permettre l'ouverture des cours dès l'automne 1962, et en attendant de déterminer les liens institutionnels de l'Université avec les Communautés Européennes et sur un plan supranational.

II LA CONCEPTION DE L'UNIVERSITE EUROPEENNE SUIVANT LES RAPPORTS DU COMITE INTERIMAIRE ET DE L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE EUROPEENNE

A Les tâches de l'Université Européenne

- sur le plan politique : faire prendre conscience aux étudiants et aux professeurs de l'unité européenne en dépit de la multiplicité des nations.

- sur le plan scientifique :

a) découvrir les questions liées à l'unification européenne susceptibles par la suite d'avoir quelque rapport avec cette unification,

b) collaboration étroite avec les centres de recherche existants dans les pays et élaboration de projets de recherche requérant les efforts communs des pays d'Europe,

c) échanges de connaissances qui seront à la fois systématiques, multilatéraux, intensifs et continus, par la vie en commun de professeurs et d'étudiants venus de tous les pays européens.

(B) Organisation et structure de l'Université Européenne

La structure définitive de l'Université Européenne ne sera pas arrêtée théoriquement, seule une organisation par étapes lui permettra de devenir une réalité. Mais au cours de la période d'organisation il ne faudra pas que l'objectif final soit perdu de vue et que l'Université Européenne soit arrêtée dans son évolution à un stade intermédiaire et prenne de ce fait le caractère d'un institut spécial de recherches sur les problèmes économiques européens et sur les problèmes juridiques de l'intégration ou qu'elle devienne un institut de perfectionnement pour les universitaires diplômés qui préparent une thèse sur les problèmes européens.

Le Comité intérimaire avait préconisé une organisation s'écartant de la division classique en facultés, c'est-à-dire un assouplissement de la division actuellement trop rigide. Il proposait de classer les diverses disciplines en départements et non pas en facultés, les divers départements étant plus petits que les facultés classiques. A son stade final, l'Université comprendrait plus de départements qu'il n'y a de facultés classiques.

(1) Langues utilisées

- pour les professeurs : chaque professeur pourra enseigner dans sa langue maternelle.

- pour les étudiants : d'après le rapport intérimaire, une seule langue serait suffisante mais le rapport de l'Assemblée Parlementaire Européenne considère que la connaissance d'au moins deux langues devrait être exigée pour permettre des contacts plus fructueux entre professeurs et étudiants de nationalité différente.

- pour les examens : les étudiants pourraient présenter leurs examens dans leur langue maternelle et un système d'interprètes serait mis en place pour permettre au jury des professeurs de suivre l'épreuve.

- pour les publications : toutes les publications seraient éditées dans les quatre langues utilisées dans la Communauté.

- pour les étudiants non européens : le problème serait identique à celui qui se pose s'ils fréquentent des universités des pays européens. La seule différence consiste dans le fait qu'ici ils apprendront plusieurs langues, ce qui leur permettra d'échapper aux influences du pays d'accueil, influences souvent difficiles à recevoir à leur juste valeur.

(2) Facultés ou disciplines de l'Université Européenne

La concentration de toutes les sciences en un seul institut d'enseignement est justement l'idée maîtresse de la tradition universitaire européenne. De plus, la valeur de symbole, souhaitable du point de vue politique, ne peut provenir que d'une université complète et non d'une université tronquée. Les sciences qui seront les plus importantes pour l'Université découlent des différentes tâches politiques et scientifiques qui lui incombent :

- a) Sous le thème Formation de la conscience européenne seraient groupées les disciplines ayant trait à l'ensemble de la culture européenne, à savoir la théologie, la philosophie, l'histoire et toutes ses branches et la philologie de toutes les langues européennes.
- b) Sous le thème Intégration européenne seraient groupées les sciences ayant trait à la technique juridique et scientifique de l'intégration. Seraient reprises dans cette catégorie, les sciences commerciales, le droit et toutes les autres sciences régissant la vie en société, telles la sociologie, les sciences politiques, la pédagogie.
- c) Sous le thème Groupe ment des forces scientifiques de l'Europe seraient regroupées les sciences exactes pour remplir la tâche impartie au Traité d'Euratom, en ordre principal les mathématiques et la physique nucléaire et ses domaines d'application, notamment la chimie. La médecine et la biologie devraient, elles aussi, en tant que domaine d'application de la science nucléaire, être comprises dans la première étape de réalisation.
- d) Un Institut spécial pour l'Afrique, avec chaires d'enseignement des sciences appliquées, spécialement consacrées au problème africain, permettrait à l'Université Européenne de devenir l'un des instruments essentiels pour ajouter des liens spirituels aux liens politiques existant entre l'Europe et les pays associés.

(3) Les étudiants

L'Université Européenne serait ouverte à des étudiants qui auraient trois ou quatre ans d'études et à des auditeurs diplômés et ayant déjà leur doctorat. D'autre part, elle serait accessible aux étudiants de toutes les nations.

(4) Les professeurs

Le corps enseignant serait constitué principalement de ressortissants des pays de la Communauté et de ressortissants des pays tiers qui s'associeront aux accords relatifs à la création de l'Université. Afin que des professeurs ne perdent pas le contact avec leurs universités

Il prescrit en effet que pour chaque activité, il sera examiné si la levée des restrictions à la liberté d'établissement doit être précédée, accompagnée ou suivie de la reconnaissance mutuelle des diplômes.

Il indique en outre qu'en attendant la reconnaissance mutuelle des diplômes, un régime transitoire pourra être appliqué (comprenant notamment la production d'une attestation de l'exercice licite et effectif de l'activité dans le pays d'origine) pour faciliter l'accès aux activités non salariées ou leur exercice et afin d'éviter des distorsions.

La Commission de la C.E.E. ne se préoccupera que des conditions légales de formation qui constituent une exigence directe ou indirecte à l'accès de la profession ; elle évitera de s'enliser dans des discussions interminables sur la valeur académique de telle ou telle partie de programme, mais visera avant tout à obtenir que l'ensemble de la formation sous ses aspects théoriques et pratiques puisse être considérée globalement comme équivalente. L'Exécutif du Marché Commun a créé des groupes de travail qui analysent le problème profession par profession. On y examine dans quelle mesure certains diplômes peuvent, d'ores et déjà, être considérés comme équivalents, on y précisera ensuite dans quelles conditions d'autres diplômes pourraient être déclarés équivalents, moyennant certains examens complémentaires. Il semble que les travaux réalisés permettront que cette reconnaissance intervienne en fait (au moins partiellement) aux dates de libération, à savoir avant 1965 pour les professions techniques (architectes, experts-comptables, ingénieurs), avant 1967 pour les professions médicales et avant 1969 pour les professions juridiques.

M. Gaetano MARTINO,
Président de l'Assemblée Parlementaire Européenne.

Lors de sa séance du 27 mars 1962, l'Assemblée Parlementaire Européenne réunie à Strasbourg a élu à sa présidence, M. Gaetano Martino, ancien Ministre des Affaires Etrangères, Président du Parti Libéral italien et membre du Conseil de Présidence du M.L.E.U.

La candidature de M. Martino avait été présentée par M. René Pleven, au nom du groupe libéral, et appuyée par M. Birkelbach, au nom du groupe socialiste. Sur 120 suffrages exprimés, 83 sont allés à M. Martino. Il y a eu 37 bulletins blancs.

Au cours de son discours, M. Martino a réaffirmé la nécessité de créer rapidement l'Europe politique; la fusion des Exécutifs, l'élection au suffrage universel de l'Assemblée, le choix d'un siège définitif et la création d'une Université Européenne sont des aspects essentiels de l'unification européenne.

En terminant son allocution, qui a été soulignée par de vifs applaudissements, M. Martino a déclaré qu'il n'existe pas d'Europe de droit naturel : l'Europe, comme les nations, est un plébiscite de tous les jours, qui permet de retrouver les sources de l'âme européenne.

LETTRE D'INFORMATION DU M.L.E.U., éditée par le
Secrétariat International du Mouvement Libéral
pour l'Europe Unie - 39 rue de Naples, Bruxelles
C.C.P. Bruxelles 63.24.59.

nationales, l'introduction d'une année "sabbatique" a été envisagée : tous les sept ans, un congé d'un an devrait être accordé aux professeurs titulaires d'une chaire nationale pour être ainsi dégagés de toute obligation. Certains d'entre eux pourraient enseigner à l'Université Européenne pendant cette année. De leur côté, pendant cette année de congé où ils seraient aussi dégagés de toute obligation, les professeurs titulaires de l'Université Européenne pourraient retourner dans leur pays d'origine pour y participer à l'activité universitaire nationale.

(5) Statut de l'Université

Tout ce qui a trait à l'enseignement et à la recherche serait réglé par les différents départements ou par le Collège des professeurs.

- Le Collège des professeurs est l'autorité supérieure de l'Université. Il serait présidé par le Recteur, élu par le Collège au scrutin secret. La seule possibilité d'intervention accordée au Conseil des Ministres serait de refuser d'entériner l'élection du Recteur.
- Le Recteur serait élu pour une période de trois ans.
- Un Conseil d'administration auprès du Recteur et responsable devant lui, serait institué par le Conseil des Ministres. De plus, un administrateur, également responsable devant le Recteur, réglerait les affaires administratives.
- Une Association des étudiants devra être prévue par les statuts, quitte aux étudiants d'en déterminer eux-même la réglementation interne.
- L'Assemblée Parlementaire Européenne aurait, de son côté, le droit d'examiner le budget et de le contrôler.

°°°

Les grandes lignes des différents rapports soumis à l'Assemblée Parlementaire Européenne en tenant compte des propositions du Comité intermédiaire et les espoirs soulevés par cette réalisation semblent être remis en question actuellement du fait que l'Université serait créée par le gouvernement italien et non plus par les Six gouvernements. Cependant les projets d'organisation interne peuvent rester d'application malgré les décisions de juillet 1961 à Bonn qui déterminèrent que la responsabilité et la ligne directrice de l'université seront italiennes, alors que cinq pays européens et l'Assemblée Parlementaire avaient à plusieurs reprises exprimé le désir de créer une Université de type purement communautaire.

En marge de l'Université Européenne

LE PROBLEME DE L'EQUIVALENCE DES DIPLOMES

Le programme général que vient d'adopter la Communauté Economique Européenne en ce qui concerne la suppression des restrictions à la liberté d'établissement sur tout le territoire de la Communauté pour les ressortissants des Six pays qui désirent exercer une activité non salariée pose notamment le problème de l'équivalence des diplômes.

C.U.D.I.E.

CENTRO UNIVERSITARIO DI INIZIATIVA EUROPEA DI PALERMO .

al core Antonio
condimento
4/1999

NOTIZIARIO

DEI MESI

APRILE + MAGGIO

DISCORSO DI INSEDIAMENTO

DEL PRESIDENTE DEL

PARLAMENTO
EUROPEO

On.le GAETANO MARTINO

STRASBURGO + 27 MARZO 1962 +

.....

Ufficio Presidenza C.U.D.I.E.: Via R. Wagner n.4 Palermo

Siamo lieti potere comunicare ai nostri iscritti ed anche ai nostri simpatizzanti che il Direttivo è in possesso di alcune notizie circa le agevolazioni concesse dalle organizzazioni europee per i soggiorni estivi in Germania, Austria, Francia ecc. ecc.

Coloro che gradirebbero ulteriori informazioni sono pregati di rivolgersi alla Segreteria del Centro dalle ore 16,30 alle ore 19 i giorni dispari,

...

Siamo particolarmente grati a S.E. On.le Gaetano Martino per averci concesso l'onore di potere pubblicare interamente il testo del discorso di insediamento da Lui stesso pronunciato in occasione della Sua elezione alla carica di Presidente del Parlamento Europeo.

Il Direttivo.

Onorevoli colleghi, sento anzitutto il bisogno di esprimere il sentimento del mio animo grato per la vostra designazione alla Presidenza di questa Assemblea e di manifestare al tempo stesso la nostra e la mia riconoscenza al nostro decano, il deputato di Berlino, professor Friedensburg, per l'encomiabile discorso con il quale, anticipando le mie parole, egli ha aperto i lavori della nostra Assemblea.

Avendo sempre ascritto a mia fortuna l'aver potuto recare, nell'adempimento di pubblici doveri, un modesto contributo alla causa dell'unità europea, la vostra scelta rappresenta per me, ad un tempo, motivo di alto onore e di vivissimo compiacimento.

I Trattati di Roma, dei quali dopodomani sarà qui solennemente ricordata la ricorrenza quinquennale della firma in Campidoglio, vennero concepiti nella mia città natale, a Messina, in una conferenza cui ebbi lo onore di partecipare quale ministro degli esteri del mio paese, e da Messina a Roma, durante quasi due anni di ardue trattative, io ebbi la fortuna di contribuire, come altri eminenti colleghi che pur siedono in questa aula (il Presidente della Commissione esecutiva del Mercato comune, professor Walter Hallstein, l'onorevole Maurice Faure, autorevole membro della nostra Assemblea e del mio stesso gruppo parlamentare, nonché l'onorevole Mario Scelba, Presidente del Consiglio dei ministri in Italia all'epoca della conferenza di Messina) alla realizzazione degli accordi che ne consentirono la nascita.

Ecco perchè, onorevoli colleghi, la vostra designazione ha per me un significato tutto particolare che accresce la mia fierezza ed è causa della mia gioia.

Mi sia consentito inoltre di manifestare la mia particolare riconoscenza agli eminenti colleghi del gruppo dei liberali ed apparentati, i quali più volte hanno voluto accordarmi la loro fiducia, proponendo la mia candidatura e sostenendola con grande impegno e tenacia. La considerazione che essi hanno dimostrato di avere per la mia persona, certamente immeritevole di tanto omaggio, è per me motivo di turbamento e di soggezione.

Non posso nascondermi, nè nascondervi, anche le mie perplessità e preoccupazioni, pensando a coloro che, assai più degni di me, hanno in precedenza occupato questo seggio. I nomi di Robert Schuman e di Hans Furler sono ormai consegnati alla storia tra quelli degli eletti uomini ai quali spetta meritatamente il titolo di fondatori della patria europea, per avere ideato o dato avviamento alla costruzione di una nuova Europa concepita come organizzazione unitaria politico-economica, diretta a salvaguardare la libertà dei cittadini europeo, nonché la continuità del loro progresso morale e civile.

Io sono sicuro di interpretare l'unanime sentimento di questa Assemblea manifestando loro il nostro più fervido ringraziamento, la nostra più profonda riconoscenza per la mirabile opera che hanno saputo svolgere dentro e fuori di queste mura per l'affermazione e lo sviluppo dell'ideale unitario europeo.

Consapevole dei limiti delle mie forze e delle difficoltà del compito che mi attende, mi permetto, onorevoli colleghi, di fare appello alla vostra comprensione e alla vostra generosa collaborazione affinché io possa, non del tutto indegnamente, assolvere il mandato affidatomi oggi dalla vostra benevolenza.

Onorevoli colleghi, solo quattro anni sono decorsi dall'entrata in vigore dei Trattati di Roma. L'osservatore obiettivo non può disconoscere i rilevanti risultati conseguiti in questo così breve arco di tempo sulla via della unità economica, soprattutto grazie alla sagacia, alla abilità, al fervore dell'azione dei membri delle Commissioni esecutive delle Comunità economica e atomica e dell'Alta Autorità della C.E.C.A. Le Comunità sorte in virtù di quei Trattati hanno fatto rapida giustizia delle critiche e dello scetticismo che ne accompagnarono la gestazione e la nascita, dimostrandosi ben vive e vitali e non di rado perfino più intraprendenti e ardite di quanto osassero sperare i loro stessi artefici.

I paesi aderenti hanno soddisfatto gli obblighi loro imposti ed hanno accelerato alcuni tempi dei predisposti calendari. La decisione del Primo Ministro di Gran Bretagna del luglio dello scorso anno di iniziare trattative con i sei Paesi della "Piccola Europa" per lo ingresso a pieno titolo della Gran Bretagna nella Comunità Economica Europea, oltrechè nelle altre due Comunità, e il conseguente negoziato nel successivo novembre, hanno costituito elemento di propulsione delle istituzioni europee ed hanno dischiuso nuove prospettive verso la sempre auspicata estensione dei confini dalla piccola alla grande Europa. La Danimarca e l'Irlanda hanno infatti seguito l'esempio del Governo britannico, mentre dopo la Grecia, ora anche l'Austria, la Svizzera, la Svezia e altri paesi hanno presentato domanda di associazione.

Il passaggio del Mercato comune alla seconda fase del periodo transitorio è stato un altro fattore di stimolo del moto unitario. La deliberazione del Consiglio dei

Ministri della Comunità del 14 gennaio di quest'anno è stata adottata non senza prolungato travaglio, ma, alla fine, le perplessità e le diffidenze hanno ceduto il passo alla ferma determinazione di andare innanzi.

Qualche giorno prima della data appena ricordata si era verificato un evento che non è arbitrario definire di eccezionale importanza per la vita unitaria europea. Mi riferisco alla dichiarazione del Presidente Kennedy nel messaggio sullo stato dell'Unione del 1962. Il Presidente degli Stati Uniti d'America ha affermato che "la sfida maggiore è oggi costituita dallo sviluppo del Mercato comune" ed ha aggiunto: "Il Mercato comune avanza e, presumendo che ad esso aderisca la Gran Bretagna, avremo al di là dell'Atlantico un socio negli scambi con una tariffa unica simile alla nostra e con una economia quasi eguale alla nostra. Ci adatteremo noi americani, al concetto di queste nuove prospettive e di questi nuovi schemi o aspetteremo fino a quando gli avvenimenti ci lasceranno indietro"?

Il Mercato comune, dunque, non solo ha rappresentato e rappresenta un polo magnetico di attrazione in tutto lo spazio europeo, ma il ~~xx~~ suo successo, il suo crescente consolidamento, la possibilità dei suoi ulteriori sviluppi hanno già posto in termini che oserei definire pressanti il problema del regolamento dei rapporti tra l'area unificata europea e l'area economica dell'America del Nord.

Progetti di mercato comune stanno inoltre per essere proposti anche nell'America centrale e meridionale. Nuovi legami sono perciò sul punto di essere intrecciati fra le due sponde dell'Atlantico; legami che non po-

tranno non contribuire efficacemente ad arricchire la trama della solidarietà dell'intero mondo libero.

E non basta. Nell'interno dell'area economicamente integrata, una fitta rete di accordi a livello privato ha irrobustito le basi del Mercato comune. Nel settore industriale la collaborazione fra le imprese, gli scambi di brevetti, le reciproche partecipazioni finanziarie hanno creato vincoli ormai non facilmente dissociabili. Di tutto ciò siamo naturalmente molto lieti.

I risultati conseguiti dal Mercato comune in poco più di quattro anni hanno dato sostanzialmente ragione alle previsioni e alle speranze degli autori dell'operazione di Messina e dei Trattati di Roma. Siamo lieti, dicevo, ma non siamo soddisfatti, perchè ai molti e innegabili progressi sulla via dell'unità economica non hanno fatto riscontro, fin'ora, progressi uguali nella via dell'unità politica. Su quest'ultima via non si è verificato alcun avanzamento degno di rilievo.

Personalmente io ritengo che non siano da sottovalutare i riflessi di natura politica derivanti dallo stesso perfezionamento del progresso unitario economico. Il passaggio del Mercato comune alla seconda fase nella quale in numerose materie, dovrà essere applicata la regola della maggioranza qualificata; l'attuazione di una comune linea di azione nella politica economica dei sei Paesi, frutto di consultazioni e di scambi periodici di vedute; la prossima partecipazione della Gran Bretagna e di altri paesi europei alla vita della Comunità economica, sono eventi che comportano indubbiamente implicazioni politiche. Ma mi sembra del pari indubbio che solo effettive e chiare decisioni di carattere propria-

mente politico potranno attivare il corso dell'unità europea, dirigendolo risolutamente verso la meta finale.

Le prospettive dell'unità politica furono all'origine dell'opera volta a forgiare il nuovo volto dell'Europa emergente dalle rovine e dai lutti della guerra. La Comunità europea di difesa e la Comunità politica europea furono i due arditi e generosi disegni tendenti a creare una comune autorità europea, a tutte le parti superiore, per esse tutte decidente. Il loro fallimento non disarmò lo spirito e la volontà di quanti lavorarono per l'effettiva unità europea. Senonchè le contingenze storiche imposero la ricerca di nuove strade, attraverso le quali fosse ugualmente possibile giungere al porto dell'Europa unita.

La strada prescelta a Messina, nei primi di giugno del 1955, fu la strada dell'unificazione economica, la unica che avrebbe consentito di aprire, nei risorti fertilizi nazionalistici, la breccia necessaria alle successive realizzazioni dell'unità politica. Non è dunque esatta la tesi α che l'operazione di Messina abbia ridimensionato in senso esclusivamente economico il processo unitario: le prospettive economiche ebbero valore puramente strumentale, rispetto al fine dell'integrazione politica.

L'ideale unitario europeo restò immutato. Il progetto elaborato a Messina prevedeva la stessa creazione vagheggiata dai Monnet, dagli Schuman, dagli Sforza, dai De Gasperi, dagli Adenauer, e cioè la reale unità politica dell'Europa.

E questo è tanto vero che i Trattati di Roma predisposero tutta una serie di mezzi idonei a creare un comune

potere politico. L'analisi dei dati storici, giuridici e politici porta a concludere che in essi è perfettamente identificabile l'embrione di un organismo di tipo federale capace di svilupparsi e di perfezionarsi in modo autonomo mercè il funzionamento dell'apparato istituzionale.

Orbene, ciò che purtroppo è mancato è stato questo autonomo sforzo di progresso e di perfezionamento nel seno delle Comunità. I problemi di fondo che ci fronteggiavano quattro anni or sono rimasti insoluti. Nulla di concreto è stato fatto per unificare gli Esecutivi comunitari e per adottare il suffragio diretto nell'elezione dei membri di questa Assemblea, come per dare una sede unica alla Comunità. Progetti su progetti sono stati compilati, ma con il solo effetto di moltiplicare i oddiers degli archivi.

E' vero che molti sostengono che sarebbe preferibile astenersi dal premere il piede sull'acceleratore politico per non correre il rischio di chieder troppo, perdendo tutto. Essi desidererebbero affidarsi piuttosto al consolidamento dell'unità economica come al naturale generatore delle condizioni da cui dovrebbe scaturire la unità politica.

In altre parole, costoro vorrebbero raccogliere il frutto maturo dell'unità politica dall'albero dell'unità economica. A me non sembra che questa opinione possa essere condivisa: si è infatti dimenticato che l'attuale situazione internazionale; con le sue vecchie e nuove crisi, con le sue ferite ancora aperte, impone in primo luogo il rafforzamento delle basi politiche dell'unità europea. Sino a quando noi non avremo raggiunto la ef-

fettiva unità politica non solo non saremo in grado di allontanare efficacemente i pericoli che minacciano la pace dell'Europa e del mondo, ma correremo il rischio di perdere in un solo istante tutte le conquiste faticosamente raggiunte durante anni di duro lavoro.

Le discussioni e le polemiche insorte all'atto del passaggio del Mercato comune alla seconda fase del periodo transitorio rappresentano un grave avvertimento. Solo la prospettiva di una effettiva unità, raggiungibile entro un termine relativamente breve, può porci al riparo da spiacevoli sorprese. Nè bisogna dimenticare d'altra parte che la nostra sosta sulla via dell'unità politica ha ridato vigore e baldanza alle forze avverse all'ideale unitario. Gli dei della città sono clamorosamente riapparsi sulla scena della storia europea per contendere il passo agli dei universali.

Sembra ora purtroppo voler riprendere vigore quello che Luigi Einaudi chiamava "il mito della sovranità". E, come il grande statista recentemente scomparso ammoniva, fin quando questo mito non verrà infranto, l'Europa non sarà capace di raggiungere la sua unità. Tra i grandi indiscutibili meriti di questa Assemblea rientra quello di aver sempre ispirato la sua opera al fine preminente dell'unità politica. L'assemblea Parlamentare Europea, per quanto le è stato consentito dai limitati poteri di cui dispone, si è posta costantemente all'avanguardia nel promuovere gli atti idonei a realizzare questa unità.

La sua voce si è più volte levata per ammonire contro le insidie dell'immobilismo e della routine, o per esortare a rinvigorire i fattori politici e spirituali

del processo unitario. L'Assemblea ha in molte occasioni energicamente sottolineato che la battaglia dell'unità europea non si vince solo sul terreno economico, ma si vince anche e soprattutto sul terreno politico e spirituale. L'unità europea potrà radicarsi nelle cose solo se prima si radicherà nella coscienza degli uomini. Senza la diretta partecipazione della volontà popolare al governo della nuova Europa, senza il risveglio e la diffusione della coscienza unitaria, la Comunità europea non avrà sicurezza di avvenire.

I progetti e le risoluzioni che nel seno di questo consesso sono stati elaborati per eleggere i futuri membri dell'Assemblea a suffragio universale e diretto o per favorire la nascita dell'Università Europea, o per promuovere rapporti di associazione e feconda collaborazione con i popoli ex coloniali, sono testimonianza dell'azione diretta a vivificare i fattori politici e spirituali del processo unitario.

Penso che sia proposito di noi tutti di intensificare questa azione, che è tanto più necessaria quanto più rinvengono e sembrano prendere consistenza altre forme di cooperazione politica, fondate su schemi e concezioni che credevamo superate per sempre.

L'ora che stiamo vivendo non consente indugi; è l'ora delle decisioni. Essa riporta alla mente un'altra ora della storia, che fu il preludio del primo esperimento di una comunità politica di popoli desiderosi di unirsi per collaborare nella concordia ad opere di civile progresso. L'esperimento si svolse sul grande, libero suolo d'America e merita di essere da noi ricordato, non solo perchè diede origine ad una delle più perfette e concre-

te costruzioni politiche di tutti i tempi, ma perchè fu quella la prima volta in cui l'Europa riuscì ad unificarsi, sia pure su un territorio diverso e lontano dal proprio.

Come oggi nel nostro animo, anche allora nell'animo dei fondatori dell'unità americana vi fu alternanza di timori e di speranze, ma poi i timori furono vinti dallo spirito virile di quegli uomini generosi e preveggenti e la loro speranza non tardò a tramutarsi in radiosa sicurezza. E' a tale spirito virile che si riferiva Madison nel XIV saggio del "Federalist", con parole che, a mio avviso, meritano di essere ricordate: "A questo spirito virile - scriveva Madison - la posterità dovrà il possesso e il mondo l'esempio delle numerose innovazioni che la società americana ha potuto attuare in favore dei diritti dei singoli e della felicità di tutti. Se coloro che furono a capo della rivoluzione non avessero fatto dei passi per cui non esistevano precedenti; se non si fosse formato un governo di cui non esisteva il modello esatto, il popolo degli Stati Uniti potrebbe in questo momento essere considerato una delle malinconiche vittime di sconsiderati consessi. Fortunatamente essi seguirono una strada nuova e più nobile, eressero edifici di governo che non hanno pari sulla faccia della terra, tracciarono lo schema di una grande confederazione che tocca ai loro successori migliorare e perpetuare".

Anche noi oggi dobbiamo scegliere tra il vecchio e il nuovo tempo. Il vecchio tempo ci attrae con la forza delle tradizioni, con l'abitudine dei pregiudizi, con l'allettamento dei facili compromessi, il nuovo tempo richiede coraggio, sacrificio e fatica, di cui non noi, ma i nostri figli o nipoti, potranno per primi godere i frutti.

Quale sarà la scelta dell'Europa ? Dobbiamo credere che dopo millenni di slancio creativo, che l'hanno resa fucina spirituale dell'umanità e "memoria del mondo", l'Europa rifiuti di scegliere il nuovo tempo; dobbiamo credere che l'Europa, maestra di saggezza, chiuda gli occhi finanzia alla presente realtà del cosmo politico, in cui solo alle grandi formazioni continentali si offrono le più ampie possibilità di vita e di sviluppo ?

Noi abbiamo fede nella risposta dell'Europa. Ma, appunto perchè abbiamo fede dobbiamo intensificare il nostro impegno e il nostro sforzo affinché si rinvigorisca e si diffonda sempre più negli europei quello "spirito virile" di cui parlava il Madison, quello spirito cui si affida, in ultima istanza, il futuro dell'Europa unita.

Ecco perchè questa Assemblea ha condotto e, ne sono certo, continuerà a condurre con la più grande tenacia la battaglia per la creazione dell'Università Europea nella quale ravvisa, a ragione, uno degli strumenti principali che contribuiranno ad arricchire le fonti dello spirito europeo.

La visione ispiratrice dell'opera alla quale stiamo attendendo da anni è la visione dell'Europa come patrimonio spirituale comune, come ideale di vita morale, prima ancora di essere la visione dell'Europa come organismo unitario capace di accrescere le possibilità di difesa e di sopravvivenza fisica e la somma dei beni materiali di tutti i cittadini europei. La salvaguardia e l'arricchimento, per noi stessi e per i nostri figli, dei valori più alti e decisivi dello spirito europeo rappresentano la condizione indispensabile per assicurare ulteriori progressi sulla via dell'unità politico-economica

del nostro continente.

La conservazione dello spirito dell'Europa è, in definitiva, il presupposto di tutta l'azione diretta alla creazione di un nuovo organismo unitario europeo. Compito non facile ove si consideri che i valori costitutivi dell'Europa prima che dagli altri, sono rinnegabili proprio da noi stessi: ciò è avvenuto tante volte nel passato, aprendosi così tristi parentesi di oscurantismo e di aberrazione nella nostra storia.

La vigilanza contro questa minaccia, sempre latente e sempre incombente nella vita dell'Europa, e perciò particolarmente insidiosa, richiede una continua tensione della nostra volontà. Non esiste un'Europa per diritto di natura, come non esiste una nazione per diritto di natura. Si diventa europei come si è diventati tedeschi o francesi o italiani, mercè l'atto di adesione della nostra coscienza. Parafrasando una celebre frase di Renan si potrebbe dire che anche l'Europa, come la nazione, "è un plebiscito di tutti i giorni"; è un plebiscito che si attua riscoprendo le sorgenti dello spirito europeo, quelle sorgenti che hanno reso l'Europa ANIMA ET RATIO MUNDI: il pensiero greco che per primo, e per sempre, ha riconosciuto nell'uomo la "misura di tutte le cose"; il pensiero latino che ha prescritto le regole fondamentali della società con le lapidarie parole: HONESTE VIVERE, NEMINEM LAEDERE, SUUM CUIQUE TRIBUERE; il pensiero cristiano che ha elevato l'uomo a dignità divina chiamandolo "figlio di Dio". Da questi pensieri sono nati nella età moderna la tolleranza delle fedi, la libertà politica, il governo democratico, tre valori supremi che rappresentano la grande conquista della nostra civiltà.

Ho detto spirito europeo. Ma è chiaro che in realtà questo spirito non è solo europeo sibbene universale; esso è chiamato a compiere una missione universale, a dispiegare le ali ovunque, sulla terra, esistano uomini che informino la loro vita a quel patrimonio di ideali, di principi, di valori generati in tremila anni della storia dell'Europa. Lo spirito europeo è lo spirito stesso del mondo libero, anche se la sua sede primaria resta sempre l'Europa. La centralità spirituale europea si rivela assai più evidente e luminosa proprio in questo nostro tempo, nel quale l'antico continente non giganteggia più come una volta sulla scene politiche del mondo.

"Dalla millenaria esistenza dell'Europa, ha scritto Jaspers, discende, nell'attuale situazione del mondo, la possibilità di prolungare il movimento verso nuove creazioni; quello spirito che ha creato la scienza e la tecnica nasconde certamente nel suo grembo ciò che riporterà l'ordine nel Creato".

In queste nobili parole si esprime il nostro voto più ardente. Possano gli europei trarre dal grembo della loro cultura millenaria la forza e la fede per avanzare più coraggiosamente e più celermente verso l'unità: ultimo traguardo, meta suprema del loro tormentato cammino.

(Vivi, prolungati applausi).